

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 VERSAILLES

VERSAILLES, le 08/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SEOP (EX SEVESC Louvecienne)

SERVICE PRODUCTION

29, route de Versailles

78430 LOUVECIENNES

Code AIOT : 0006510526

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement SEOP (EX SEVESC Louvecienne) implanté 29 Route de Versailles 78430 LOUVECIENNES. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEOP (EX SEVESC Louvecienne)
- 29 Route de Versailles SERVICE PRODUCTION 78430 LOUVECIENNES
- Code AIOT : 0006510526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SEOP exploite, sur le territoire de la commune de Louveciennes, une usine de production d'eau potable.

Ses activités relèvent du régime de l'autorisation.

Les principaux enjeux du site sont liés à la présence de substances toxiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection (26/11/2020) ;
- La prévention de la pollution aqueuse ;
- La prévention des risques accidentels associés au chlore ;
- La gestion des produits chimiques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.2.2 et 3.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Isolement avec les milieux – réseaux d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.2.5	Observation relevée en 2020 (fiche n°2) – lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 5.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 26/07/2001, article 3.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Fiches de données de sécurité - chlore	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 5.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
16	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 2.1.2	Observation relevée en 2020 (fiche n°1) – lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	Système de détection et de fuite de chlore	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Chapitre 6.1, Article 6.6.1 et Article 1.5.1	Non conformité relevée en 2020 (fiche n°3) – lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
18	Conditions de stockage du chlore	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
21	Moyens d'intervention en cas de fuite de chlore	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.9.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Protection des réseaux d'eau potable – eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.2.1	/	Sans objet
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
5	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.3.4 et 3.3.3	/	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
15	Fiches de données de sécurité - soude	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 5.1.5	/	Sans objet
19	Contrôles – installations de chlore	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.6.3	Observation relevée en 2020 (fiche n°4) – lettre de suite préfectorale	Sans objet
20	Actions en cas de fuite de chlore	Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.9.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non conformités ont été relevées à l'occasion de cette inspection. Elles portent sur les aspects chroniques (dispositifs d'isolement des eaux) et accidentels (gestion des produits chimiques présents sur site, installations électriques).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.2.2 et 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.2.2 Plan des réseaux « Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. « Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). » Article 3.3.1 Identification des effluents « Les différentes catégories d'effluents sont les suivantes : - eaux vannes ; - eaux pluviales non susceptibles d'être polluées ; - eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ; - eaux industrielles (eaux de lavage des lits de nitrification, eaux de lavage des filtres à charbon, eaux de vidange des réservoirs et des cuves de la filière de traitement). »
Constats : L'exploitant présente le plan de masse de l'usine et le plan du réseau d'eaux pluviales. Sur le plan de masse sont représentés, en plus des bâtiments appelés « Usine n°1 » et « Usine n°2 », l'unité de décarbonatation, les réseaux d'eau potable, d'eaux pluviales et d'eaux industrielles, la lagune mise en place pour les rejets d'eau de l'usine avant rejet dans le milieu naturel (Étangs de la ville de Paris). Les deux disconnecteurs installés dans les bâtiments appelés « Usine n°1 » et « Usine n°2 » ne sont pas représentés sur ce plan de masse. L'exploitant précise que les eaux usées provenant des toilettes sont collectées dans des fosses septiques et qu'il n'y a pas de rejet de ces eaux dans le milieu naturel. Les eaux industrielles, les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour une extinction) se rejoignent dans la lagune qui a été construite à l'intérieur du site en 2019 avant d'être rejetées dans le milieu naturel (étangs de la ville de Paris). En sortie de la lagune, deux vannes automatiques permettent d'isoler les eaux pluviales et industrielles du milieu naturel. Ces vannes sont représentées sur le plan de masse. Cette lagune n'est pas représentée dans le plan du réseau d'eaux pluviales du site. L'exploitant précise que les eaux industrielles sont issues du lavage des filtres à charbon et de la vidange des réservoirs et des cuves de la filière de traitement, et qu'il a mis en place un système de recyclage dans le process des eaux de lavage des lits de nitrification qui permet de réduire la consommation d'eau potable associée à cette étape.

<p>Conclusions :</p> <p>L'exploitant met à jour son plan de masse afin d'indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les deux disconnecteurs existants pour protéger le réseau d'eau potable. - les deux dispositifs de disconnexion récemment mis en place permettant d'isoler le réseau d'assainissement de l'établissement avec l'extérieur en cas de déversement accidentel sur le site. <p>L'exploitant met à jour son plan des réseaux d'eaux pluviales afin d'indiquer la lagune et son dispositif d'isolement avec l'extérieur.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Isolement avec les milieux – réseaux d'assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs d'isolement des réseaux d'assainissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Observation relevée en 2020 (fiche n°2)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Observation relevée le 26/11/2020 (fiche n°2) :</p> <p>« L'exploitant doit, sous un délai de trois mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> – signaler la présence des dispositifs d'isolement, – indiquer par consignes l'entretien préventif de ces dispositifs. » <p>Article 3.2.5 Isolement avec les milieux</p> <p>« Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.</p> <p>« Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »</p> <p>Constats : L'exploitant indique qu'une « lagune » d'un volume utile de 700 m³ a été mise en place pour assurer la décantation des eaux pluviales et de process, et que cette lagune a été conçue également pour pouvoir assurer la rétention des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Les vannes automatiques motorisées permettant l'isolement du réseau d'eaux pluviales et industrielles avec l'extérieur ont été mises en place.</p> <p>L'exploitant indique que les travaux de la nouvelle zone de la lagune, y compris le dispositif de disconnexion n'ont pas encore été réceptionnés et qu'il n'est pas en mesure d'afficher les consignes sur l'entretien préventif et/ ou de signaler les positions de ces vannes avant réception des travaux. Il indique néanmoins que la vanne permettant de bloquer l'écoulement des eaux pluviales et industrielles vers l'étang de Béchevet est toujours opérationnelle.</p> <p>Conclusion :</p> <p>L'exploitant transmet les consignes sur l'entretien préventif et la mise en fonctionnement des dispositifs d'isolement des eaux d'assainissement mis en place à proximité de la lagune.</p> <p>L'exploitant signale la présence des dispositifs d'isolement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Protection des réseaux d'eau potable – eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs d'isolement des eaux industrielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.1 Protection des réseaux d'eau potable « Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. »
Constats : L'exploitant précise que les bâtiments appelés « Usine n°1 » et « Usine n°2 » sont alimentés en eau potable à partir du réseau d'eau potable à la sortie de la production d'eau et que chacun des deux points de raccordement possède un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable. Il présente les dernières fiches de contrôle de ces deux disconnecteurs en date du 09/02/2022 qui ne relèvent pas d'anomalies (Disconnecteurs Bayard Caleffi avec le numéro de série W3591 et W4329). Le rapport de contrôle en date du 16/02/2021 ne relevait pas d'anomalies pour ces deux disconnecteurs également. L'inspection a constaté que le raccordement de l'alimentation en eau potable de l'usine n°1 est équipé d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable Bayard.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 49 « [...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. [...] Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation. [...] »
Constats : La « lagune » mise en place pour assurer la décantation des eaux pluviales et de process permet une meilleure régulation et contrôle des débits rejetés dans le milieu naturel. L'aspect des rejets est clair et sans matières flottantes apparentes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 50 « Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). [...] « Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant indique avoir installé une station de prélèvement à proximité de la lagune, afin de faciliter les prélèvements et les analyses. L'inspection constate qu'une station de prélèvements a été mise en place à proximité de la lagune et qu'elle est facile d'accès pour permettre des interventions en sécurité. (cf. annexe photographique).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 60 « [...] » « 1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. [...] « Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. [...] »
Constats : L'inspection constate que le débit du point de rejet des eaux pluviales et industrielles en sortie de la lagune est réalisé à un débit d'environ 65 m3/h (Débit affiché en salle de supervision 65 m3/h et 63,8 m3/h au débitmètre sur site à proximité du point de rejet). Ce débit est mesuré en continu par un débitmètre à proximité du point de rejet. Ce débit est suivi également à distance dans la salle de supervision de l'usine.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 3.3.4 et 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance et Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Article 3.3.4 Contrôles

« L'exploitant fait réaliser par un organisme agréé des mesures de concentration sur les effluents, en sortie du système de prétraitement ou traitement, portant sur les paramètres énumérés à l'article 3.3.3 ainsi que sur le pH, la température et le débit rejeté. Ses mesures sont réalisées dans les 3 mois après la mise en service de l'installation puis renouvelées tous les ans. »

Prescription contrôlée

Article 3.3.3 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

« Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

« Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH: compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration ainsi que les modalités de surveillance des effluents définis ci-dessous :

« Point de rejet n°1 : rejet dans le milieu naturel (étangs de la ville de Paris)

« Nature des effluents : eaux industrielles + eaux pluviales + eaux usées

Point de rejet n°1 : rejet dans le milieu naturel (étangs de la ville de Paris)

Nature des effluents : eaux industrielles + eaux pluviales + eaux usées

paramètre	concentration maximale (mg/l)	prélèvement et analyse par un laboratoire agréé	
		Type de suivi	Périodicité de la mesure
MES	30	ponctuel	annuelle
DCO	125	ponctuel	annuelle
NTK	30	ponctuel	annuelle
Indice hydrocarbures	5	ponctuel	annuelle

»

Constats : L'exploitant déclare réaliser une analyse annuelle des paramètres énumérés à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-166/DDD du 29/08/2008 (MES, DCO, Azote Kjeldahl (NTK) et indice hydrocarbures).

L'exploitant indique que les analyses n'ont pas été réalisées en 2021 car les travaux étaient en cours au niveau de la lagune où la station de prélèvement a été installée.

L'exploitant présente à l'inspection les deux derniers rapports d'analyse des rejets aqueux relatifs aux années :

- 2020 : rapport n° AR-20-IV-023774-02 en date du 11/05/2020.
- 2022 : rapport n° AR-22-IV-076378-01 en date du 22/07/2022 (ce rapport a été transmis à l'inspection par courriel du 26/07/2022).

Le rapport de contrôle des rejets aqueux n°AR-20-IV-023774-02 en date du 11/05/2020 (prélevé le

23/04/2020) ne présente pas de dépassements des VLE fixées à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Le rapport de contrôle des rejets aqueux n°AR-22-IV-076378-01 en date du 22/07/2022 (prélevé le 08/07/2022) ne présente pas de dépassements des VLE fixées à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 58 « IV - Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »
Constats : Comme mentionné au point de contrôle précédent sur le respect des valeurs limites d'émissions, les deux derniers rapports de contrôle des rejets aqueux réalisés en 2020 et 2022 ne présentent pas de dépassements pour les paramètres précisés à l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 1 « Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »
Constats : L'exploitant ne transmet pas via le système de télédéclaration GIDAF les résultats de son autosurveillance sur les rejets aqueux. Cette transmission n'est pas demandée à l'article 3.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°08-166/DDD du 29/08/2008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 58</p> <p>« II-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>[...]</p> <p>« Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »</p> <p>Constats : L'exploitant précise qu'il réalise l'opération de prélèvement et que le laboratoire Eurofins est en charge de l'analyse des substances dangereuses dans l'eau.</p> <p>Les rapports d'analyse des rejets aqueux en date du 11/05/2020 (prélevé le 23/04/2020) et en date du 22/07/2022 (prélevé le 08/07/2022) réalisés par la société Eurofins Hydrologie Ile de France (Les Ulis) indiquent que ce laboratoire est accrédité Cofrac essais. L'inspection vérifie que le numéro d'accréditation mentionné dans le rapport correspond à une accréditation valable pour les analyses physico-chimiques de l'eau (vérification effectuée sur le site du COFRAC - https://tools.cofrac.fr/fr/easysearch/index.php).</p> <p>L'analyse de l'indice hydrocarbures de ces deux rapports a été sous-traitée à un autre laboratoire également accrédité pour la réalisation de cette analyse (Eurofins Hydrologie Est).</p> <p>Ces deux laboratoires sont agréés par le Ministère chargé de l'environnement pour les analyses des eaux résiduaires (vérification effectuée sur le site Labeau – http://www.labeau.ecologie.gouv.fr/).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 58</p> <p>« III - Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p> <p>Constats : Comme mentionné au point de contrôle précédent, les analyses sont réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC et agréé par le ministère chargé de l'environnement pour l'analyse des eaux résiduaires.</p> <p>Les prélèvements sont toujours réalisés par l'exploitant pour ces analyses. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le dernier rapport de contrôle de recalage des émissions dans l'eau.</p> <p>Conclusion : L'exploitant transmet à l'inspection les résultats du dernier contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 5.1.2 Installations électriques – mise à la terre « [...] » Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique du site est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. « [...] »</p>
<p>Constats : L'exploitant présente le dernier rapport de vérification des installations électriques Q18 et code du travail (réf. R207151.02.62.22.J.001.ELAR.001 en date du 31/01/2022 – intervention du 24/01/2022 au 26/01/2022).</p> <p>Ce compte rendu de vérification périodique Q18 indique qu'il a été procédé à la vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18 avec une vérification complète des installations électriques de l'établissement.</p> <p>Les conclusions indiquent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion, avec la constatation de dangers notamment au niveau des dispositifs de protection contre les surintensités. Aucun des dangers constaté n'avait déjà été signalé dans les vérifications précédentes (la dernière vérification datait du 20/01/2021 selon le compte rendu). Le compte rendu remarque que certaines des observations du précédent rapport de vérification ont été prises en compte.</p> <p>L'exploitant déclare que toutes les 3 non conformités ou anomalies constatées dans ce rapport Q18 ont été prises en compte et que les actions correctives ont été mises en place. Il précise que les actions correctives sont suivies par l'outil de GMAO (gestion de maintenance assistée par l'ordinateur) et montre à l'inspection une extraction de cet outil précisant les interventions réalisées.</p> <p>Ce rapport indique que le certificat Q19 (contrôle par thermographie infrarouge des installations électriques) a également été délivré mais l'exploitant indique ne pas avoir reçu le compte-rendu Q19.</p> <p>Le rapport code du travail mentionne 17 non conformités dont 6 avaient déjà été signalées lors de la précédente vérification (20/01/2021).</p> <p>L'inspection constate que depuis le début de l'année 2022, 9 interventions ont été réalisées dans les installations électriques mais le rapport de vérification code du travail liste 17 non conformités (dont 3 reprises dans le compte-rendu Q18). L'extraction de l'outil ne fournit pas une description des actions réalisées et l'exploitant a précisé qu'une intervention notée dans la GMAO pouvait couvrir plus d'une non conformité signalée dans le rapport de vérification des installations électriques.</p> <p>L'inspection consulte, par sondage, une intervention référencée dans la GMAO correspondante à l'armoire électrique de l'usine 2 au rez-de-chaussée. Le service maintenance de l'usine a confirmé par courriel que l'intervention a été réalisée.</p> <p>Conclusions : L'exploitant met en œuvre les mesures correctives pour lever les non-conformités mentionnées dans le rapport de vérification des installations électriques. Il transmet à l'inspection son plan d'actions et précise le cas échéant, les raisons qui ne lui permettent pas de lever les non-</p>

conformités récurrentes ayant déjà été signalées lors de la vérification réalisée en 2021. L'exploitant transmet à l'inspection les deux derniers compte rendu de contrôle de son installation électrique par thermographie infrarouge (Q19).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/07/2001, article 3.5
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 3.5 . Registre entrée/sortie « L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. »</p> <p>Constats : L'exploitant présente à l'inspection plusieurs outils de suivi lui permettant de disposer d'un état à jour de la nature et la quantité des produits dangereux détenus : - un tableau de suivi des livraisons de chacun des produits chimiques dangereux et les quantités livrées, mis à jour à chaque livraison de produit ; - un tableau récapitulatif de la supervision du site, mis à jour en continu sauf pour les stocks de chlore qui nécessitent une mise à jour manuelle, qui est fourni à la préfecture sur demande ; - le suivi en temps réel des quantités de produits nécessaires à la production (sauf pour le chlore où les stocks sont mis à jour manuellement) en salle de supervision du site.</p> <p>Il présente également un plan général du site sur lequel sont indiqués approximativement les emplacements des produits chimiques présents sur site, mais qui n'indique pas précisément les emplacements de stockage des différents produits. L'exploitant indique que ce plan est mis à disposition également des prestataires amenés à intervenir sur site.</p> <p>Ce plan indique un stockage de 2 bouteilles de chlore de 30 kg à l'extérieur de l'usine n°2 et 790kg de chlore dans l'usine n°1. L'inspection constate que ces quantités ne correspondent pas aux quantités stockées sur site (cf. Point de contrôle n°17).</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'utilise plus d'acide chlorhydrique qui servait au nettoyage des filtres presse. L'installation est consignée pour une évacuation à l'été 2022.</p> <p>Conclusions : L'exploitant met à jour son plan général de stockages indiquant l'ensemble des stockages de chlore du site et les emplacements des autres produits chimiques stockés sur site. L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs attestant de l'évacuation de l'installation d'acide chlorhydrique de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Fiches de données de sécurité - chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 5.1.5
Thème(s) : Produits chimiques, Produits dangereux – FDS

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 5.1.5 « L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. »</p>
<p>Constats : L'exploitant indique à l'inspection que les fiches de données de sécurité (FDS) des produits présents sur site sont stockées dans un « sharepoint » administré au niveau du groupe. Il précise que tous les agents ont accès à ce sharepoint et ainsi à l'ensemble des fiches de données de sécurité à jour.</p> <p>L'inspection consulte, par sondage, deux FDS, celle de la soude (cf. Point de contrôle n°15) et celle du chlore gazeux.</p> <p>Pour le chlore :</p> <ul style="list-style-type: none"> • FDS réalisée par Gazechim Gaz Liquéfiés (fournisseur du produit). • Mise à jour en 05/2022 (révision 11). • L'exploitant utilise la substance pour la chloration de l'eau dans le cadre d'un procédé industriel avec un effet bactéricide dans l'usine n°1. La FDS est compatible (l'usage en tant que produit biocide dans le traitement des eaux potables est prévu à la rubrique 1.2 de la FDS). • Cette substance fait l'objet d'une classification harmonisée au niveau européen – annexe VI du règlement 1212/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (règlement CLP) (mentions de danger H270, H315, H319, H331(classification minimale), H335, H400 et pictogrammes de danger SGH03, SGH09, SGH04, SGH06). Les pictogrammes de danger et les mentions de danger sont répertoriés à la rubrique 2.2 de la FDS. Pour la mention de danger H331, le fabricant a indiqué la mention H330 qui est plus sévère que la classification minimum. • La FDS est au format prévu à l'annexe II révisée du règlement REACH, avec 16 rubriques rédigées en français et les scénarios d'exposition sont annexés à la FDS et sont également rédigés en français. • La FDS indique à sa rubrique 15.1, que la substance n'est pas listée : <ul style="list-style-type: none"> ◦ à la liste des substances extrêmement préoccupantes prévue à l'article 59 du règlement REACH. ◦ À la liste des substances des annexes XIV et XVII du règlement REACH. • Le numéro d'enregistrement de la substance figure dans la FDS. • L'inspection constate que l'étiquetage du produit sur site (à l'entrée du stockage des deux bouteilles de chlore à proximité de l'usine n°2) était conforme à la FDS, sauf pour la mention H410 qui n'était pas indiquée mais qui est mentionnée aux rubriques 2.1 et 2.2 de la FDS. • Seul le respect des conditions de stockage indiqué à la rubrique 7.2 de la FDS a été contrôlé, pour le stockage de chlore présent dans l'usine n°1 (installations relatives à la chloration) : <p>« 7.2 Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités</p> <p>« Stockage</p> <p>« Conserver le récipient bien fermé, dans un endroit sec et bien ventilé.</p> <p>• « Tenir à l'écart des produits réactifs, voir la section 10.</p> <p>• « Conserver à une température de stockage <50°C.</p> <p>• « Récipients</p> <p>• « Toujours conserver dans les récipients d'origine</p> <p>• « Sauf indications contraires, déplacer et entreposer les bouteilles en position verticale. »</p> ◦ Au local de stockage des bouteilles de chlore pleines à proximité du local exploitation dans l'usine n°1 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le local est ventilé par une ventilation naturelle (ouvertures sur le mur, cf. annexe photographique) et à l'abri de la lumière. ▪ Les bouteilles sont dans les récipients d'origine et en position verticale. ◦ Au local d'exploitation dans l'usine n°1 : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le local est clos mais possède un système d'aspiration qui s'active en cas de fuite et dirige le mélange chlore et eau vers le bassin de stockage des eaux brutes. L'exploitant a réalisé un test de détection de fuite de chlore dans le local d'exploitation et le système d'aspiration a été activé.

▪ Les bouteilles sont dans les récipients d'origine et en position verticale.
Conclusion :
L'exploitant met à jour l'affichage pour les zones d'utilisation et stockage de chlore afin d'indiquer la mention de danger H410 dans les caractéristiques du produit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Fiches de données de sécurité - soude

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 5.1.5
Thème(s) : Produits chimiques, Produits dangereux – FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 5.1.5 « L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. »</p> <p>Constats : Par sondage, l'inspection consulte deux FDS, celle de la soude utilisée sur site et celle du chlore gazeux (cf. Point de contrôle n°14).</p> <p>Pour la soude (hydroxyde de sodium), utilisée pour décarbonater l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • FDS réalisée par Inovyn (fournisseur du produit). • Mise à jour en 01/2021 (révision FR6.0). • L'exploitant utilise la substance pour décarbonateur l'eau dans le cadre d'un procédé industriel. La FDS est compatible (l'usage en tant que réactif est prévue à la rubrique 1.2 de la FDS) • La substance fait l'objet d'une classification harmonisée au niveau européen – annexe VI du règlement 1212/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 (règlement CLP) (mention de danger H314 et pictogramme de danger SGH05). Ce pictogramme de danger et la mention sont répertoriés à la rubrique 2.2 de la FDS. • La FDS est au format prévu à l'annexe II révisée du règlement 1907/2006/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 (règlement REACH), avec 16 rubriques rédigées en français et les scénarios d'exposition sont annexés à la FDS et sont également rédigés en français. • La FDS indique à sa rubrique 15.1, que la substance est listée à l'annexe XVII du règlement REACH (article 3). • Le n°d'enregistrement de la substance figure dans la FDS. • L'inspection constate que l'étiquetage du produit sur site (5 cuves de 30 m³ en sous-sol) était conforme à la FDS, avec indication des mentions de danger (H290 et H314) et du pictogramme de danger SGH05. • Seul le respect des conditions de stockage indiqué à la rubrique 7.2 de la FDS a été contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> ◦ L'inspection a constaté que le local où sont les cuves de stockage de soude à 50 % était pourvu d'un système de ventilation (l'exploitant a indiqué que ce système se déclenche périodiquement) et que chaque cuve dispose d'un orifice de dégazage implanté en point haut de la cuve, relié entre eux et l'évacuation se fait en toiture, conformément à la condition indiquée dans la FDS afin de relâcher la pression. Le local où sont les cuves de soude contient aussi une cuve de stockage de chlorure ferrique, avec une rétention dédiée et séparée de la rétention associée aux cuves de soude qui sont reliées entre elles. • L'inspection a constaté que le local des cuves de soude était pourvu d'un dispositif de désenfumage contrôlé en février 2022 et d'un extincteur eau+additif contrôlé en mars 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications à effectuer
Point de contrôle déjà contrôlé : Observation relevée en 2020 (fiche n°1)
<p>Prescription contrôlée : Observation relevée le 26/11/2020 (fiche n°1) : « L'inspection demande à l'exploitant d'établir, sous un délai d'un mois, des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 29/10/2008. »</p> <p>Article 2.1.2 : Consignes d'exploitation</p> <p>« L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. »</p> <p>Constats : L'exploitant indique que les consignes d'exploitation ont été mises à jour notamment pour les installations chlore. Par courriel du 19/07/2022 il transmet à l'inspection le document intitulé « Manuel d'exploitation du système de production d'eau potable de Louveciennes » dans sa version V5. Le document, marqué comme « en cours de modifications » précise pour l'installation de chloration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la périodicité de contrôle des différents composants de l'installation de chloration (chloromètres, vannes modulantes, vanne d'inversion, hydroéjecteurs, détecteurs de fuite de chlore, système d'alerte, système de neutralisation) ; - les consignes et seuils de chloration ; - les principaux dysfonctionnements et la gestion des dysfonctionnements de la chloration <p>Ce document ne précise pas les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale et en périodes de démarrage pour l'installation chlore.</p> <p>Pour les autres installations détaillés dans le document (système Forages-Bougival-Bassin, Ozone, Nitrification, Acide, Filtration sur charbon actif) la description des vérifications n'est pas forcément homogène entre les installations, par exemple, ne sont pas indiqués par exemple la périodicité des contrôles à effectuer en périodes de démarrage, ou encore les vérifications à effectuer en cas de dysfonctionnement. L'installation de décarbonatation d'eau utilisant de la soude n'est pas visée dans ce document.</p> <p>Conclusion : L'exploitant établit et transmet à l'inspection les consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 29/10/2008.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Système de détection et de fuite de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article Chapitre 6.1, Article 6.6.1 et Article 1.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Quantités stockées et systèmes de détection de fuite
Point de contrôle déjà contrôlé : Non conformité relevée en 2020 (fiche n°3)
<p>Prescription contrôlée : Non conformité relevée le 26/11/2020 (fiche n°3) :</p> <p>« • L'exploitant doit établir, dans un délai de trois mois, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des systèmes de mesure de chlore.</p> <p>• La valeur seuil doit être fixée à 0,9 ppm. »</p> <p>Chapitre 6.1. Installation de chlore « Le local d'exploitation comprend 8 bouteilles de chlore de 50 kg chacune (2 rangées de 4 bouteilles). Le local de stockage comprend au maximum 9 bouteilles (pleines en attente d'utilisation ou vides en attente d'enlèvement). »</p> <p>Article 6.6.1. Système de détection de fuite de chlore « Le local d'exploitation est équipé de 2 systèmes de détection automatique de fuite de chlore indépendants. Les valeurs du taux de chlore mesurées par les détecteurs sont reportées au niveau des coffrets électroniques, situés en dehors des zones susceptibles d'être contaminées. Une alarme se déclenche sur place et en salle de contrôle de l'usine lorsque le taux de chlore mesuré par les détecteurs dépasse la valeur seuil fixée (0,9 ppm). L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des systèmes de mesure de chlore. [...] Un voyant lumineux type gyrophare est installé au niveau de la porte d'entrée du local d'exploitation de chlore afin de prévenir le personnel en cas de fuite. La température est mesurée en permanence dans le local d'exploitation. Elle est reportée en salle de contrôle. »</p> <p>Article 1.5.1 Porter à connaissance « Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »</p> <p>Constats : L'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none">• la présence de 8 bouteilles de chlore dans le local d'exploitation, disposées en 2 rangées de 4 bouteilles, dont une en utilisation et l'autre en attente ;• la présence de 8 bouteilles pleines dans le local de stockage de bouteilles pleines ;• qu'aucune bouteille n'était présente dans le local de stockage de bouteilles vides.• l'exploitant précise que les bouteilles pleines et les bouteilles vides sont stockées dans deux locaux séparés par un mur et avec des portes d'accès distinctes. L'inspection constate que ces deux locaux sont à l'air grâce à une ouverture grillagée installée dans la partie supérieure de la porte d'accès (cf. annexe photographique). Un détecteur de fuite de chlore a été installé dans chacun de ces locaux (cf. annexe photographique).• la présence de deux détecteurs automatiques de fuite de chlore indépendants installés dans le local d'exploitation.• que les taux de chlore mesurés par les détecteurs sont reportés au niveau des coffrets électroniques, situés à l'arrière du local d'exploitation (cf. annexe photographique).• qu'une alarme se déclenche sur place lorsque le taux de chlore mesuré par les détecteurs

dépasse la valeur seuil d'1 ppm fixée par l'exploitant. L'exploitant indique que cette alarme est aussi renvoyée en salle de supervision de l'usine. Un deuxième seuil de détection à 3ppm de chlore déclenche la mise en service du système d'aspiration et neutralisation.

- qu'un gyrophare lumineux est installé à l'extérieur du local d'exploitation. L'exploitant actionne un bouton test à l'extérieur du local exploitation qui permet à l'inspection de constater le fonctionnement de ce gyrophare en cas de fuite de chlore, ainsi que la mise en service du système d'aspiration et neutralisation.

- la présence d'un thermostat en salle d'exploitation avec une consigne à 15°C. Une sonde mesure la température en salle d'exploitation et cette mesure est reportée à l'arrière du local d'exploitation à proximité des détecteurs de fuite (cf. annexe photographique). La température affichée à l'arrière du local d'exploitation est de 20,5°C. L'exploitant précise que ce report est également réalisé en salle de supervision.

En ce qui concerne la non-conformité relevée lors de la visite d'inspection du 26/11/2020, l'exploitant précise à l'inspection qu'après discussions avec le fabricant des détecteurs installés, un seuil de détection à 0,9 ppm précisée à l'article 6.6.1 n'est pas atteignable. Il présente à l'inspection la notice technique des détecteurs de fuites de chlore type DC01 du fabricant CIFEC mais cette notice n'indique pas que le seuil de détection est limité à 1 ppm.

La valeur de 0,9 ppm du seuil de détection est mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 14 septembre 2007 (chapitre 2.1 du dossier technique).

L'inspection constate le stockage de 2 bouteilles de 50 kg à l'extérieur de l'usine n°2 (cf. annexe photographique). Ces bouteilles sont entreposées dans une armoire métallique pourvue d'une alarme de détection de fuite de chlore et installée à l'air libre. Elles sont utilisées pour les besoins des procédés localisés à l'intérieur de l'usine n°2.

L'inspection constate que le site stocke 900 kg de chlore alors qu'il n'est autorisé que pour 850 kg (2x50 +8x50 +8x 50kg). Cette modification, notamment l'installation d'un local de stockage de 2 bouteilles de chlore supplémentaires à l'usine n°2, n'a pas été portée à connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation comme demandé à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral.

Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il prépare un dossier de porter à connaissance relatif à une augmentation de la capacité de stockage de chlore de l'usine n°1.

L'inspection rappelle que toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Conclusion:

L'exploitant doit porter à connaissance du Préfet :

- les éléments d'appréciation relatifs au changement de seuil du taux de chlore mesuré par les détecteurs.

- les éléments d'appréciation concernant l'emplacement chlore de l'usine n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 18 : Conditions de stockage du chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

ARTICLE 6.2.1. Aménagements

<p>Le local d'exploitation a les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - local clos, - matériaux résistant au feu (mur coupe feu de degré 1h30 avec couverture incombustible, sol imperméable et incombustible, porte pare flamme de degré 1/2 heure s'ouvrant vers l'extérieur). <p>Le local de stockage des bouteilles en attente est un local aéré. Il est constitué de murs avec couverture incombustible et d'un sol imperméable et incombustible.</p>
<p>Constats : L'inspection constate que le local d'exploitation est un local clos, fermé par une porte en acier. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le degré pare flamme de la porte en acier fermant ce local ni le caractère coupe feu des murs constituant le local.</p> <p>L'inspection constate que le local de stockage des bouteilles vides et le local de stockage des bouteilles pleines est aéré.</p> <p>Conclusion : L'exploitant transmet les éléments permettant d'attester des propriétés de réaction au feu de la porte et des murs du local d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 19: Contrôles – installations de chlore

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications à effectuer</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Observation relevée en 2020 (fiche n°4)</p>
<p>Prescription contrôlée : Observation relevée le 26/11/2020 (fiche n°4): Dans la mesure où le programme de contrôles est entré dans la GMAO et les résultats de contrôles, les mesures correctives etc. sont également consignés sur la GMAO, l'exploitant doit s'assurer que l'accès à cette dernière soit toujours à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tout défaut de fonctionnement de tout ou partie des dispositifs (système de détection, système d'aspiration d'air, chloromètres, hydroéjecteur, alarmes et reports en salle de dispatching) est corrigé sans délai et que les résultats des contrôles, le descriptif des mesures correctives prises sont conservés ; • le système de détection, le système d'aspiration du chlore et le système de neutralisation sont vérifiés au minimum tous les semestres. <p>Article 6.6.3. Contrôles « Le fonctionnement et l'état du système de détection, du système d'aspiration d'air, des chloromètres, de l'hydroéjecteur, des alarmes et des reports en salle de dispatching sont contrôlés selon un programme de vérification défini par l'exploitant. Ce programme spécifie notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nature de la vérification, • la périodicité des vérifications, • les moyens et compétences humaines nécessaires, • les moyens matériels requis, • les critères d'acceptation retenus. <p>Les vérifications précitées sont réalisées selon des procédures établies par l'exploitant, par du personnel qualifié et habilité par l'exploitant disposant des moyens et matériels nécessaires.</p>

Les résultats des vérifications sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Tout défaut de fonctionnement de tout ou partie des dispositifs est corrigé sans délai. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, le descriptif des mesures correctives prises par l'exploitant sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Le système de détection, le système d'aspiration du chlore et le système de neutralisation sont vérifiés au minimum tous les semestres.
Il est interdit de stocker des matières combustibles ou incompatibles avec le chlore dans les locaux et à proximité de ces locaux. »
Constats : L'exploitant indique que les contrôles du système de détection, du système d'aspiration d'air, des chloromètres, de l'hydroéjecteur, des alarmes et des reports en salle de dispatching sont effectués : <ul style="list-style-type: none"> • en interne tous les trimestres environ (les deux dernières vérifications ont été réalisées le 07/02/2022 et le 29/06/2022) • par un organisme extérieur (CIFEC) tous les ans. Le dernier rapport présenté date du 25/05/2022 et ne constate pas d'anomalies (rapport n°844.JM du 25/05/2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Actions en cas de fuite de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.9.4
Thème(s) : Risques accidentels, Actions en cas de fuite de chlore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.9.4 Exercices « L'exploitant organise, au minimum une fois par semestre, un exercice interne visant à mettre en œuvre les matériels d'intervention en cas de fuite de chlore et notamment les appareils respiratoires individuels et la mise en place sur la tête de bouteille de la cloche de sécurité. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de la réalisation de ces exercices. Les dates de réalisation et les comptes-rendus de ces exercices sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant indique que la réalisation des exercices et le suivi du plan d'actions établi à la suite des exercices est suivie au niveau du groupe Suez (Synergie-EQS). Ce suivi s'effectue avec le renseignement par l'exploitant d'une fiche nommée « Enregistrement d'une situation d'urgence ». <p>L'exploitant présente à l'inspection trois fiches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiche en date du 29/06/2022, relative à une situation réelle de fuite à cause d'une erreur de manipulation d'une bouteille de chlore. - Fiche en date du 13/01/2022, relative à un exercice de fuite de chlore. - Fiche en date du 22/06/2021, relative à une situation réelle de fuite à cause d'une erreur de manipulation d'une bouteille de chlore. Cette fiche a donné lieu à un plan d'actions notamment avec la sensibilisation auprès de l'équipe d'astreinte sur la procédure d'intervention. <p>L'inspection constate qu'une fiche réflexe précisant les actions à mener en cas de fuite de chlore est affichée dans le local d'exploitation (cf. annexe photographique).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Moyens d'intervention en cas de fuite de chlore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2008, article 6.9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens en cas de fuite de chlore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 6.9.1 : Moyens d'intervention en cas de fuite de chlore « Le site est équipé de matériel d'intervention adapté aux risques liés au chlore : appareils respiratoires isolants (ARI) avec bouteilles de rechange, combinaisons étanches, bottes et gants de protection.</p> <p>Des masques à cartouche de gaz sont également disponibles sur le site.</p> <p>Ce matériel d'intervention est stocké dans un endroit facile d'accès et à proximité du poste à chlore. Un équipement individuel est présent dans les véhicules de service du personnel susceptible d'être d'astreinte. Une cloche de sécurité destinée à obturer une fuite sur la tête de la bouteille est disponible à proximité des bouteilles.</p> <p>Le port des moyens de protection est obligatoire pour toute intervention en cas de présomption de fuite de chlore (masque à cartouche, détecteur de gaz).</p> <p>Un dispositif indiquant la direction du vent est installé à proximité. »</p> <p>Article 6.9.6 : Entretien des moyens d'intervention « Ces équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels, conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition du service départemental d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, le descriptif des mesures correctives prises par l'exploitant sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>Constats : L'inspection constate que 3 appareils respiratoires isolants (ARI) sont disponibles sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 dans le bâtiment de l'usine n°2. - 1 dans une salle du bâtiment de l'usine n°1, à droite de la porte d'accès au local d'exploitation chlore. - 1 dans une autre salle du bâtiment de l'usine n°1, à gauche de la porte d'accès au local d'exploitation chlore (l'exploitant a réceptionné récemment et n'avait pas encore sa bouteille de rechange en place). <p>Un panneau avec la mention « Appareil Respiratoire » est affiché sur la porte d'entrée des locaux où sont installés les ARI. Cet affichage n'est pas explicite sur l'emplacement physique des l'ARI à l'intérieur des locaux.</p> <p>L'exploitant indique que les employés susceptibles d'être d'astreinte et habilités à intervenir sur les installations chlore ont un équipement individuel dans leur véhicule. L'inspection a constaté, par sondage, que le responsable d'exploitation possédait un équipement individuel de protection dans son véhicule (masque à cartouche de gaz).</p> <p>L'exploitant présente, par courriel du 19/07/2022, deux exemples de rapport de vérification des EPI chlore, un en date du 05/07/2022 portant sur un appareil portable de détection de gaz (certificat d'étalonnage n°572022CHT5594, prochain calibrage prévu le 01/01/2023) et un autre en date du</p>

05/07/2022 portant sur un masque filtrant. Il précise que ces vérifications sont réalisées tous les semestres.

L'exploitant indique qu'il ne met pas à disposition sur site des masques à cartouche de gaz car tout le personnel habilité a son propre équipement de protection individuelle vérifié périodiquement. L'inspection constate que des cartouches de rechange sont à disposition dans la salle de contrôle de l'usine n°1.

L'inspection constate que l'armoire devant le local exploitation où un affichage indique qu'il s'agit d'une armoire avec des équipements de protection (masques chlore notamment) est vide.

L'inspection constate qu'une cloche de sécurité est disponible à proximité des bouteilles dans le local exploitation.

L'inspection constate qu'un dispositif indiquant la direction du vent est installé à proximité du local chlore de l'usine n°1.

Conclusions :

L'exploitant rend l'affichage de l'emplacement des ARI plus explicite afin de faciliter son repérage.

L'exploitant met à disposition sur site des masques à cartouche de gaz de façon à permettre le respect des dispositions de l'article 6.9.1 de l'arrêté préfectoral du 29/10/2008.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

Annexe : Planche photographique



Station de prélèvements de "la Lagune"



Usine n°2 : Armoire bouteilles de chlore



Usine n°1 : local stockage bouteilles pleines



Usine n°1 : local stockage bouteilles vides



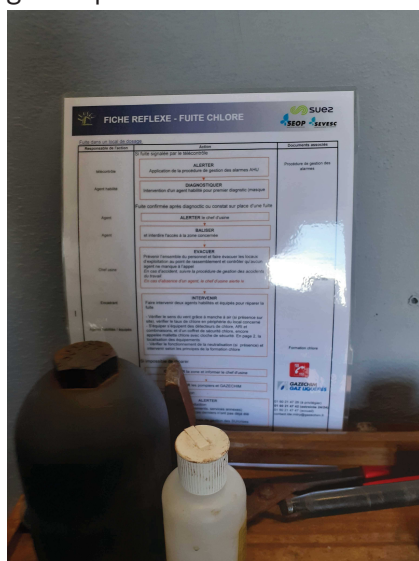
Usine n°1 : Détecteurs fuite de chlore – extérieur du local stockage bouteilles vides et local stockage bouteilles pleines



Usine n°1 : Détecteurs fuite de chlore – derrière local exploitation



Usine n°1 : Affichage température derrière local exploitation chlore



Usine n°1 : Fiche réflexe « fuite de chlore » dans le local exploitation chlore